

Animation du Portail « Droit et Gouvernance »
BULLETIN PUBLICATIONS
1^{er} janvier 2012- 31 janvier 2012



Association pour la promotion du droit international*

Centre de droit international
15 quai Claude Bernard
69007 LYON
Tel : 04 78 78 73 52
Fax : 04 26 31 85 24
apdi.lyon@gmail.com

* Bulletin rédigé par Maria BOUTROS ABDELNOUR, Doctorante au Centre de droit international de l'Université Lyon 3

SOMMAIRE

1- PUBLICATIONS UNIVERSITAIRES	3
2- PUBLICATIONS OFFICIELLES.....	4

1- Publications universitaires

- **PRIEUR Michel, *Droit de l'environnement*, Paris, Dalloz, 6^{ème} édition, 2011, 1152p. Prix de vente : 46€**

L'ouvrage *Droit de l'environnement* est un précis indispensable à l'analyse du droit de l'environnement en droit français. Il aborde les différents aspects de ce droit nouveau en prenant en compte les évolutions qu'il connaît avec les lois sur le Grenelle de l'environnement I et II. L'ouvrage qui fait 1152 pages comprend plusieurs parties portant sur les caractères généraux du droit de l'environnement, l'administration de l'environnement, le droit de la nature et de la biodiversité, le droit des pollutions et nuisances, le droit des ressources naturelles, le droit de l'environnement urbain, rural et culturel, la surveillance, les sanctions et la restauration de l'environnement.

Ce précis permettra aux étudiants, enseignants et praticiens d'avoir une vue d'ensemble sur le droit de l'environnement et des renseignements précis sur l'arsenal juridique national régissant l'environnement.

- **GUEYE Nar, *Le développement durable et la mondialisation – Le rôle de la Francophonie*, Sarrebruck, Universitaires Européennes, 2011. Prix de vente : 104,31€**

Dans le contexte d'une mondialisation qui a produit des impacts positifs dans le cadre de « *création de richesses et de développement de certains secteurs d'activités socioéconomiques* » mais qui a aussi des impacts négatifs « *du fait de l'ampleur des pratiques destructrices sur l'environnement et des inégalités dans la distribution des richesses tirées de l'exploitation des biens communs de l'Humanité* », plusieurs stratégies ont été déployées afin de limiter ces effets négatifs. Parmi elles, il y a « le concept de développement durable ». Un concept mis en œuvre aussi bien par les États, les collectivités locales que par les ONG et les organisations internationales, dont la Francophonie. Depuis le sommet d'Ouagadougou, la Francophonie « *s'est appropriée le développement durable (...) et a proposé de le compléter par deux nouveaux piliers* », que sont la démocratie, l'État de droit et les droits de l'Homme d'une part et la diversité culturelle et linguistique d'autre part. Deux piliers en plus des trois piliers classiques que sont l'économie, le social et l'environnement.

Cet ouvrage procède donc à l'analyse des effets de la mondialisation dans une première partie. Dans une deuxième partie, il procède à l'analyse des stratégies et réponses proposées par le développement durable. En fin, il aborde le rôle de la Francophonie en la matière dans une troisième partie intitulée « *la Francophonie un laboratoire de développement humaniste et de développement durable* ».

- **Patrick Thieffry, *Droit de l'environnement de l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2^{ème} édition, 2011, 1317pages. Prix de vente : 135,00€.**

Cette édition prend en compte les évolutions et les réformes du droit européen de l'environnement depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne le 1^{er} décembre 2009. Par

ailleurs, beaucoup d'évolutions législatives concernant le droit de l'environnement ont eu lieu depuis la première édition de ce livre. Elles figurent dans cette deuxième édition. Au nombre de celles-ci, on peut citer « le "paquet législatif" du 23 avril 2009 (5 directives, 1 règlement, 1 décision, 1 encadrement) adopté pour la mise en œuvre du "plan d'action-climat" ». Cet ouvrage aborde les sources de la politique de l'environnement, la réglementation des domaines de l'environnement, les objets ayant un impact sur l'environnement, les réglementations non sectorielles, les instruments économiques et fiscaux et la prise en compte des exigences de la protection de l'environnement dans les autres politiques.

- A été publié le 24 janvier 2012 l'ouvrage de [Guy Jules Kounga](#), *Droit de l'environnement et gestion des catastrophes écologiques: La Fonction du droit international de l'environnement dans la gestion des catastrophes écologiques*, Sarrebruck, Editions Universitaires Européennes, 2012, 108pages. Prix de vente : 36,52€.
- **Vont sortir pendant le mois de mars 2012 :**
 - *Code environnement 2012 commenté*, Paris, Dalloz-Sirey. Prix de vente 75,05€.
 - Agnès Michelot et Dinah Shelton, *Equité et environnement : Quel(s) modèle(s) de justice environnementale ?*, Paris, Larcier, 2012. Prix de vente : 71,25€.

Selon l'éditeur, cet ouvrage répond, entre autres, à la question de savoir ce que devrait ou pourrait être « la justice environnementale » dans l'ordre juridique national, international et régional dans un contexte de mondialisation. Une perspective à la fois pragmatique et éthique est développée à travers l'approche juridique. Cet ouvrage explore le concept de « justice environnementale » qui est présent dans les doctrines étrangères et internationales mais qui reste méconnu dans la recherche française. Il recense les contributions du colloque annuel de la société française pour le droit de l'environnement (SFDE) de La Rochelle du 2 et 3 décembre 2010.

2- Publications officielles

- **« Les perceptions sociales et pratiques environnementales des Français de 1995 à 2011 »**, CGDD, 28 octobre 2011

Le Commissariat général du développement durable (CGDD) a publié dans sa revue un numéro intitulé « *Les perceptions sociales et pratiques environnementales des Français de 1995 à 2011* ». Ce document constate une hausse dans la sensibilité des français aux problèmes environnementaux depuis 1995. La majorité de la population devient sensible à l'environnement alors qu'en 1995 seulement un tiers de la population l'était. Il constate par ailleurs les différents facteurs qui peuvent influencer les consommateurs dans leurs choix de produits économisant plus d'énergie.

Pour accéder à ce numéro de la revue du CGDD :

http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Revue_CGDD_octobre_2011.pdf

- **« *Évaluation sectorielle de pays UNDP GoAL WaSH Programme Gouvernance, Promotion et Leadership en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène* », PNUD**

Dans le cadre de son programme gouvernance de l'eau le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) vient de publier un document sur les « évaluations nationales de la gouvernance dans les secteurs de l'eau et l'assainissement dans les pays cibles WaSH GoAL ». Ce document qui porte sur le Madagascar constitue le premier volume d'une série de publication.

Le programme gouvernance de l'eau du PNUD assure « des services de soutien aux politiques de renforcement des capacités et de conseil » concernant trois domaines stratégiques, à savoir, l'alimentation en eau et l'hygiène, la gestion intégrée des ressources en eau et la coopération internationale et régionale. Ce programme inclut également quatre domaines « intersectoriels ». Il s'agit du changement climatique et eau, des approches fondées sur les droits de l'homme, de l'intégration des questions de genre au secteur de l'eau et de la gestion des savoirs et des connaissances.

Il s'inscrit dans le cadre des objectifs du millénaire pour le développement.

Pour accéder à la publication dans son intégralité :

http://www.beta.undp.org/content/dam/aplaws/publication/en/publications/environment-energy/www-ee-library/water-governance/french/goal-wash-madagascar-country-sector-assessment-french/200909148_Madagascar.pdf

- **Rapport du PNUE « *Vers une économie verte, Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté* »**

Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a publié un rapport sur l'économie verte et le développement durable. Ce rapport constitue l'une des publications du PNUE les plus importantes en ce qui concerne la contribution aux préparations de RIO+20. Il « dresse un tableau convaincant de la nécessité économique et sociale d'investir 2 % du PIB mondial dans le verdissement de dix secteurs cruciaux de l'économie afin de réorienter le développement et de canaliser les flux de capitaux publics et privés vers l'utilisation rationnelle des ressources et la réduction des émissions de carbone ». Dans son introduction, ce document donne une définition de l'économie verte, ensuite il explique comment peut être mesurée la transition vers elle. Ensuite, avant d'expliquer les conditions favorables pour une transition vers l'économie verte, certaines constatations sur les avantages de l'économie verte sont développées sous forme de conclusions. Il propose enfin un mécanisme pour le financement de l'économie verte.

Pour lire le rapport:

http://www.unep.org/greeneconomy/Portals/88/documents/ger/GER_synthesis_fr.pdf

- **FAO : « *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture Les femmes dans l'agriculture : Comblent le fossé entre les hommes et les femmes, pour soutenir le développement* »**

Le rapport 2010-2011 publié par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) démontre que l'importance de la participation des femmes au même titre que les hommes pour le développement durable est une réalité qui doit être prise en compte. Si le fossé séparant les hommes des femmes n'existait plus, plus d'une centaine de millions de personnes échapperaient à la faim. De ce fait, les gouvernements, la communauté internationale et la société civile doivent déployer des efforts pour supprimer les discriminations légales, favoriser l'accès de tous aux ressources, et les programmes et politiques agricoles garantissant l'équité hommes-femmes.

Ce rapport répond à plusieurs questions sur la contribution des femmes à l'agriculture. Dans quelle mesure contribue-t-elle à celle-ci ? La transformation des produits agricoles et de l'agriculture constitue-t-elle plus d'opportunité de travail pour les femmes ? Combien coûte aux sociétés ce fossé entre les hommes et les femmes en termes de sécurité alimentaire et d'agriculture ? etc.

Pour lire le rapport complet : <http://www.fao.org/docrep/013/i2050f/i2050f.pdf>

Pour lire le résumé : <http://www.fao.org/docrep/013/i2050f/i2082f00.pdf>

- **CNUCED : « *Rapport 2011 sur les pays les moins avancés* »**

La CNUCED a élaboré un rapport sur les pays les moins avancés (PMA). Ce rapport met l'accent sur « *la contribution potentielle de la coopération Sud-Sud à un développement équitable et durable dans les PMA* ». Il propose par ailleurs « *un cadre d'action pour encourager et canaliser la coopération financière et la mettre au service du développement des PMA* ». L'aperçu général du rapport est disponible dans les cinq langues officielles de l'ONU. Parmi les grandes lignes de ce rapport, on peut citer : des tendances économiques récentes et des perspectives à long terme pour le développement, les problèmes du développement à long terme, les types et l'importance des relations entre les PMA et les pays du Sud, les incidences de la montée en puissances du Sud sur les PMA, le rôle de la coopération sud-sud etc.

Pour accéder à l'aperçu général dans la langue française :

http://www.unctad.org/fr/docs/ldc2011overview_fr.pdf

Le rapport complet en anglais : http://www.unctad.org/en/docs/ldc2011_en.pdf

- **FAO : « *Arbre fruitiers et plantes utiles dans la forêt amazoniennes* »**

Afin de marquer la fin de l'année internationale des forêts, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a publié un ouvrage intitulé, « *Arbre fruitiers et plantes utiles dans la forêt amazoniennes* ». Cette étude est destinée à montrer comment les

plantes des forêts amazoniennes peuvent être utilisées pour améliorer l'alimentation et les moyens de subsistance des populations. L'ouvrage est le fruit du travail de la FAO, du Centre de recherche international sur les forêts et du Peuple et plantes international (People and Plants International). Eduardo Rojas-Briales, le Sous-directeur général de la FAO responsable du Département des forêts, a affirmé, lors la cérémonie de la FAO marquant la clôture de l'année internationale des forêts durant laquelle cet ouvrage a été dévoilé, que « (...) ce nouveau livre fournit des informations complètes sur les fruits et les plantes de l'Amazonie, et est un parfait exemple de la façon dont on peut rendre nos connaissances accessibles aux populations pauvres afin qu'elles puissent maximiser les avantages des produits et services forestiers et améliorer leurs moyens de subsistance ». « Cet ouvrage permet la coexistence des données sur la nutrition et l'écologie (...) » a affirmé Patricia Shanley, experte auprès du Centre de recherche international sur les forêts et rédactrice-en-chef de la publication.

<http://www.fao.org/news/story/fr/item/117434/icode/>